

# Comptes du bilan national et des flux financiers, deuxième trimestre de 2022

Diffusé à 8 h 30, heure de l'Est dans *Le Quotidien*, le lundi 12 septembre 2022

## La valeur nette nationale augmente au moment où le bilan des investissements internationaux et les prix des logements diminuent

La valeur nette nationale, soit la somme du patrimoine national et de la position d'actif net étranger du Canada, a légèrement augmenté au deuxième trimestre (+0,2 %) pour s'établir à 17 646,3 milliards de dollars, soit le rythme de croissance le moins prononcé enregistré depuis le premier trimestre de 2020. Cela met fin à une série de fortes hausses trimestrielles qui ont permis à la valeur nette nationale du Canada de connaître une hausse de plus de 5,1 billions de dollars depuis la fin de 2019. À titre comparatif, une augmentation de cette ampleur a mis près d'une décennie à se concrétiser avant 2020. Les baisses considérables de la valeur des biens immobiliers et du bilan des investissements internationaux du Canada ont été contrebalancées par la croissance continue du patrimoine en ressources naturelles. La valeur nette nationale par habitant est restée pratiquement inchangée par rapport au premier trimestre de 2022, s'étant légèrement accrue pour s'établir à 455 401 \$ au deuxième trimestre.

### Faits saillants

En valeur nominale, l'économie canadienne a pris de l'expansion rapidement au deuxième trimestre et l'indice implicite des prix du produit intérieur brut (PIB) a atteint son plus haut niveau depuis le milieu des années 1970. La croissance du PIB réel est principalement attribuable à l'augmentation de l'investissement des entreprises et des dépenses des ménages, particulièrement les investissements dans les stocks et les dépenses pour des services et des biens semi-durables, respectivement.

Malgré la hausse des revenus des ménages, le taux d'épargne a diminué au deuxième trimestre en raison de la forte consommation des ménages en valeur nominale, en termes de hausses de volume et de prix. Les emprunts hypothécaires des ménages sont demeurés vigoureux au deuxième trimestre, bien que la demande de logements ait fléchi alors que la Banque du Canada a augmenté le taux directeur pour le fixer à 1,50 % au deuxième trimestre. Le taux directeur a à nouveau augmenté en septembre 2022, s'établissant à 3,25 %.

Dans un contexte d'incertitude économique entourant entre autres les prix élevés des produits de base, l'inflation élevée et persistante, les perturbations continues des chaînes d'approvisionnement et la hausse des taux d'intérêt, les marchés obligataires et les marchés boursiers ont ressenti les effets de la pression. Les prix des obligations ont poursuivi leur baisse, et les actions ont perdu de la valeur sur les marchés nationaux et internationaux sous l'effet des prévisions de nouvelles hausses des taux.

Le gouvernement fédéral a continué d'emprunter en émettant des titres d'emprunt à long terme, mais à un rythme plus lent, au moment où plusieurs importants programmes de soutien ciblés du gouvernement fédéral ont pris fin au cours du deuxième trimestre. La Banque du Canada a continué de réduire la taille de son bilan et a amorcé son programme de resserrement quantitatif.

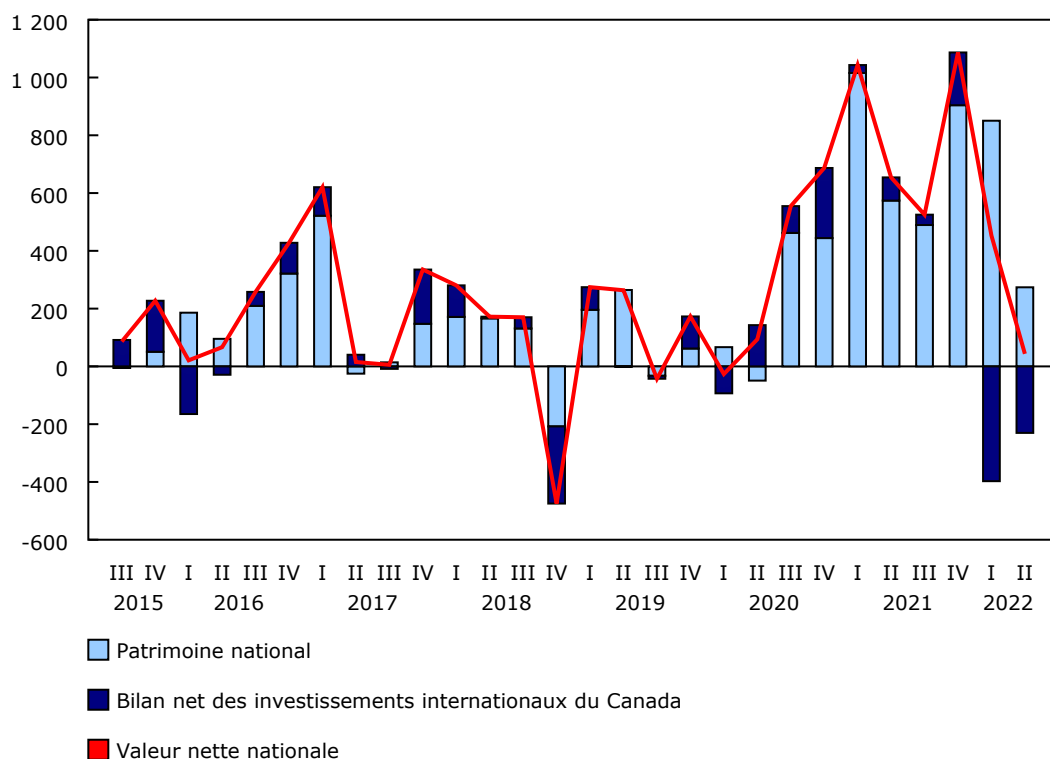
La valeur totale des actifs non financiers au Canada, aussi appelée patrimoine national, s'est accrue de 1,7 % pour atteindre 16 771,1 milliards de dollars au deuxième trimestre. La valeur des biens immobiliers résidentiels a reculé de 446,3 milliards de dollars pour s'établir à 8 655,6 milliards de dollars, ce qui représente la première baisse de valeur enregistrée depuis le quatrième trimestre de 2018 et un net ralentissement par rapport à la hausse de 344,0 milliards de dollars enregistrée au premier trimestre de 2022, le marché immobilier continuant de ralentir en raison de la hausse des coûts d'emprunt. Des pressions persistantes sur les chaînes d'approvisionnement découlant de l'invasion de l'Ukraine par la Russie ont exercé des pressions à la hausse sur les prix mondiaux des produits de base. Cela a entraîné une hausse prononcée de la valeur des ressources naturelles du Canada (à l'exclusion des terres), qui a augmenté de 31,2 % par rapport au premier trimestre pour atteindre 2 407,2 milliards de dollars au deuxième trimestre. Depuis le début de l'année 2022, le patrimoine en ressources naturelles du Canada a augmenté de près de 1 billion de dollars.



La position d'actif net étranger du Canada, soit la différence entre son actif financier international et son passif international, a diminué de 230,2 milliards de dollars pour se chiffrer à 875,1 milliards de dollars à la fin du deuxième trimestre. Il s'agit d'une deuxième baisse trimestrielle importante d'affilée. La valeur de l'actif ainsi que du passif international a enregistré une baisse substantielle au cours du deuxième trimestre, sous l'effet du recul marqué des marchés boursiers. Au cours du premier semestre de 2022, la position d'actif net étranger du Canada a diminué de 627,6 milliards de dollars, par rapport au niveau record atteint à la fin de 2021.

## Graphique 1 Variation de la valeur nette nationale, selon la composante

milliards de dollars

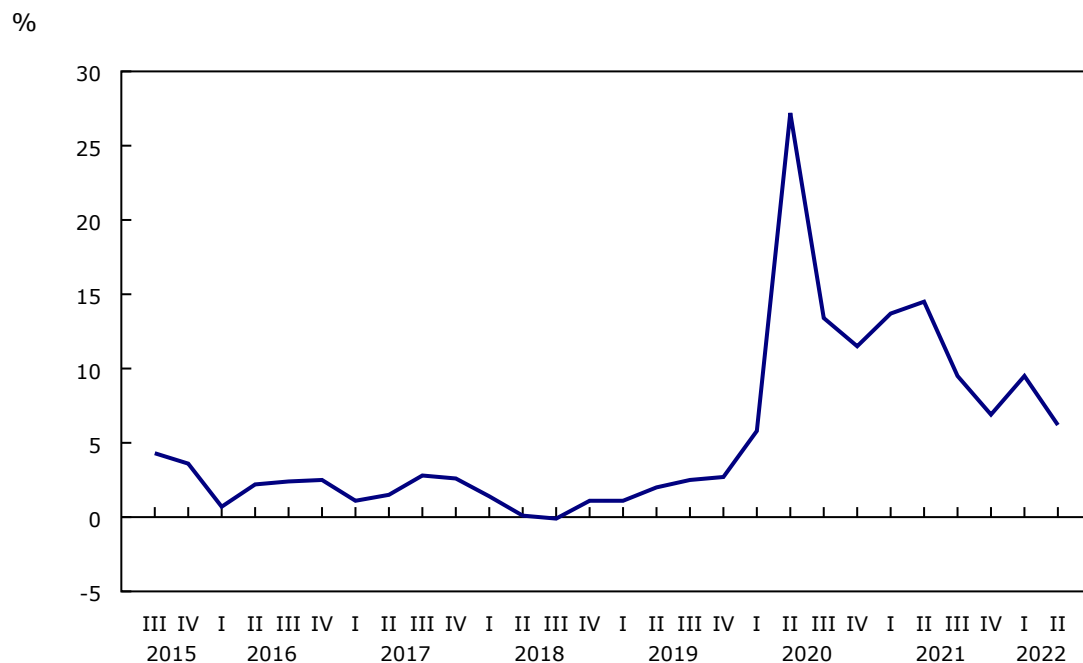


Source(s) : Tableau 36-10-0580-01.

## Le taux d'épargne des ménages diminue à mesure que les dépenses augmentent

Au deuxième trimestre, la rémunération des ménages (données désaisonnalisées) a augmenté de 2,0 % après une hausse de 3,8 % enregistrée au premier trimestre. En revanche, la baisse des transferts provenant du gouvernement (c.-à-d. l'assurance-emploi et d'autres prestations) et l'augmentation des transferts versés au gouvernement ont atténué les augmentations de revenu. Par conséquent, le revenu disponible des ménages a augmenté de 1,0 % au deuxième trimestre. Parallèlement, la consommation des ménages (données désaisonnalisées) a augmenté de 4,3 % en valeur nominale, l'augmentation du volume des dépenses réelles ayant été fortement soutenue par des hausses de prix dans la majorité des composantes de la consommation, notamment les aliments et boissons non alcoolisées ainsi que les meubles et les accessoires de maison. Dans l'ensemble, la consommation a dépassé le revenu disponible au deuxième trimestre, ce qui a fait baisser l'épargne nette des ménages. Le taux d'épargne est passé à 6,2 % au deuxième trimestre, en baisse par rapport à un taux de 9,5 % révisé à la hausse au premier trimestre. À titre de comparaison, le taux d'épargne moyen des ménages observé au cours des 10 années ayant précédé 2020 s'établissait à 3,4 %.

## Graphique 2 Taux d'épargne des ménages, données désaisonnalisées



Source(s) : Tableau 36-10-0112-01.

### Les ménages vendent des parts de fonds communs de placement après avoir enregistré des entrées de fonds records depuis la fin de 2020

L'épargne nette des ménages représente une source de fonds disponibles pour accroître leur patrimoine non financier et financier au moyen de l'achat d'actifs et du remboursement de passifs. Après avoir enregistré des niveaux records d'entrées nettes dans les fonds communs de placement et les fonds négociés en bourse au cours des six trimestres précédents, y compris un niveau record d'entrées atteint à la fin de 2021, la situation s'est inversée, les ménages enregistrant 11,0 milliards de dollars de rachats nets des parts de fonds communs de placement au cours du deuxième trimestre de 2022.

Les ménages ont ajouté 41,9 milliards de dollars en devises et en dépôts au deuxième trimestre et leurs avoirs dans cet actif se sont approchés de la barre des 2 billions de dollars. En raison de la hausse des taux d'intérêt, les ménages ont commencé à privilégier les [dépôts à terme fixe](#), comme les [certificats de placement garanti](#). Les rendements plus élevés, combinés à la sécurité relative des dépôts à terme fixe, augmentent probablement leur attrait pour les ménages-dépôts comparativement à d'autres types de placements actuellement plus incertains.

### La valeur nette des ménages diminue alors qu'ils sont confrontés à trois conditions difficiles du marché

La valeur nette du secteur des ménages, c'est-à-dire la valeur des actifs moins les passifs, a baissé de 990,1 milliards de dollars au deuxième trimestre pour s'établir à 15 215,3 milliards de dollars, une baisse de 6,1 % par rapport au premier trimestre. La baisse observée dans le patrimoine des ménages est la plus forte jamais enregistrée, alors que les ménages ont été aux prises avec des conditions difficiles du marché boursier, du marché obligataire et du marché du logement, qui indiquaient tous une baisse des évaluations des actifs. Cette détérioration a suivi une période de croissance prononcée qui a commencé au début de 2020 et au cours de laquelle les ménages ont vu leur patrimoine augmenter considérablement grâce à l'effervescence des marchés immobiliers et financiers.

---

La valeur des actifs financiers totaux des ménages a diminué pour un deuxième trimestre consécutif et a enregistré une baisse record de 530,6 milliards de dollars au deuxième trimestre en raison de la montée des perturbations sur les marchés. Cette baisse a été aggravée par une diminution de 389,8 milliards de dollars de la valeur des actifs non financiers, alors que la série de hausses enregistrées dans le secteur de l'immobilier qui avait commencé à la fin de 2018 a été interrompue par la hausse rapide des taux d'intérêt touchant le marché immobilier. Le passif financier a augmenté de 69,8 milliards de dollars au cours du deuxième trimestre de 2022 sous l'effet de l'expansion continue de la dette hypothécaire en cours et de l'augmentation des dépenses des consommateurs, qui ont été à l'origine de la croissance de la dette non hypothécaire.

### **La valeur des biens immobiliers résidentiels diminue, tandis que les coûts d'emprunt continuent d'augmenter**

La valeur des biens immobiliers résidentiels des ménages a diminué de 5,0 % au deuxième trimestre, une baisse plus que suffisante pour effacer les augmentations liées à la hausse de 3,9 % enregistrée au premier trimestre. La valeur des biens immobiliers résidentiels des ménages est toutefois demeurée supérieure de plus de 2,3 billions de dollars (+41,1 %) au niveau enregistré à la fin de 2019. La valeur des terrains résidentiels a diminué de 8,7 % au deuxième trimestre de 2022, tandis que celle des bâtiments résidentiels a légèrement augmenté (+1,0 %), sous l'effet du ralentissement de l'investissement dans le logement au cours du trimestre. Le prix de revente moyen a reculé de 10,5 % par rapport au premier trimestre pour atteindre environ 710 000 \$ au deuxième trimestre, tandis que les [niveaux des stocks dans le secteur de la revente de maisons](#) (sur une base désaisonnalisée) ont augmenté, mais sont demeurés inférieurs aux niveaux moyens. En juillet, le prix de revente moyen a à nouveau affiché une baisse pour atteindre 635 000 \$. D'une année à l'autre, les ventes de maisons ont diminué de 24,1 % au deuxième trimestre, tandis que le niveau de ventes de maisons au deuxième trimestre de 2021 était le plus élevé jamais enregistré.

La valeur des biens immobiliers en pourcentage du revenu disponible des ménages, un indicateur de l'abordabilité du logement, a reculé pour la première fois depuis le deuxième trimestre de 2020 pour atteindre 546,7 % au deuxième trimestre de 2022. À titre de comparaison, elle était de 581,3 % à la fin du premier trimestre de 2022 et de 449,0 % à la fin du quatrième trimestre de 2019.

### **Les actifs financiers des ménages touchés par la faiblesse des marchés obligataires et des marchés boursiers**

La valeur des actifs financiers des ménages a fortement diminué au deuxième trimestre (-5,7 %), principalement en raison de la dépréciation des titres d'emprunt et des actions. La valeur du patrimoine des ménages détenue par l'entremise d'investisseurs institutionnels, comme des fonds communs de placement et des régimes d'assurance et de pension, a diminué d'un montant record de 429,2 milliards de dollars à la fin du deuxième trimestre par rapport au premier trimestre, principalement en raison des réévaluations à la baisse (-436,5 milliards de dollars). Il s'agit de la deuxième baisse trimestrielle consécutive de la valeur marchande de ces placements.

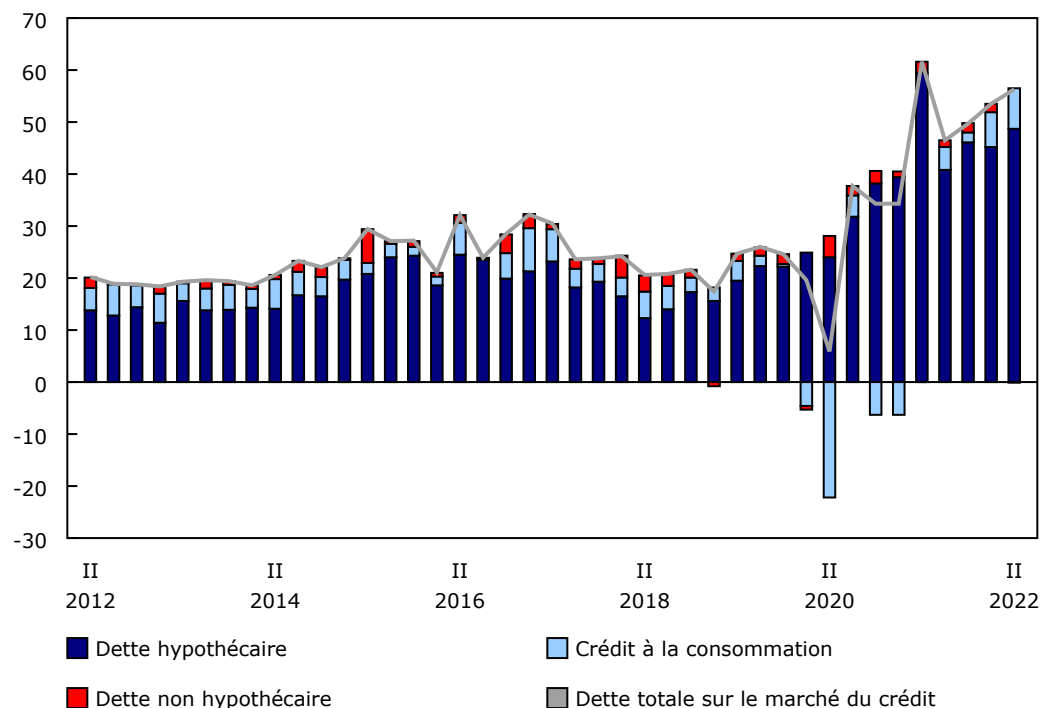
L'indice composé de la Bourse de Toronto (TSX) a reculé de 13,8 %, à la suite d'une hausse de 3,1 % enregistrée au premier trimestre. En comparaison, l'indice Standard and Poor's 500 (S&P 500), davantage axé sur les sociétés technologiques, a reculé de 16,4 % au deuxième trimestre, la deuxième baisse trimestrielle consécutive.

La diminution des actifs financiers est aussi attribuable aux cours des obligations, qui ont à nouveau enregistré une baisse importante au deuxième trimestre après avoir enregistré un recul marqué au premier trimestre, sous l'effet d'une augmentation des taux de rendement des titres d'emprunt. Des taux d'intérêt plus élevés se traduisent généralement par des taux de rendement plus élevés, ce qui signifie une baisse des prix des titres à revenu fixes. Le deuxième trimestre a été marqué par un phénomène moins courant, les marchés obligataires et les marchés boursiers ayant tous deux connu une baisse importante.

## Les emprunts des ménages atteignent un rythme quasi-record

### Graphique 3 Dettes des ménages sur le marché du crédit, flux désaisonnalisés

milliards de dollars



Source(s) : Tableau 38-10-0238-01.

Sur une base désaisonnalisée, le rythme des emprunts sur le marché du crédit s'est accéléré par rapport au premier trimestre, les ménages ayant ajouté 56,3 milliards de dollars à la dette au deuxième trimestre. En comparaison, les ménages ont emprunté un montant record de 61,6 milliards de dollars au deuxième trimestre de 2021, alimenté principalement par une demande de prêts hypothécaires sans précédent. Les prêts hypothécaires sont demeurés le principal facteur à l'origine de l'intensification des emprunts sur les marchés au deuxième trimestre de 2022, la demande ayant été de 48,7 milliards de dollars; par ailleurs, la demande de prêts non hypothécaires a quant à elle enregistré deux trimestres consécutifs d'activité (+8,3 milliards de dollars au premier trimestre et +7,7 milliards de dollars au deuxième trimestre), ce qui n'avait pas été observé depuis le début de 2018.

En ce qui concerne les nouveaux fonds hypothécaires résidentiels avancés par les institutions financières, qui comprennent les banques à charte, la popularité des prêts hypothécaires à taux variable s'est poursuivie au deuxième trimestre malgré la hausse des taux d'intérêt. **Au deuxième trimestre, les emprunts à taux variable représentaient plus de la moitié (51,1 %) des nouvelles avances de fonds par rapport aux autres produits à taux fixe, mais, en juin, le ratio était à la baisse.** Dans l'ensemble, les prêts hypothécaires à taux variable représentent près d'un tiers (32,5 %) de la dette hypothécaire totale au deuxième trimestre, en hausse par rapport à 29,8 % au trimestre précédent.

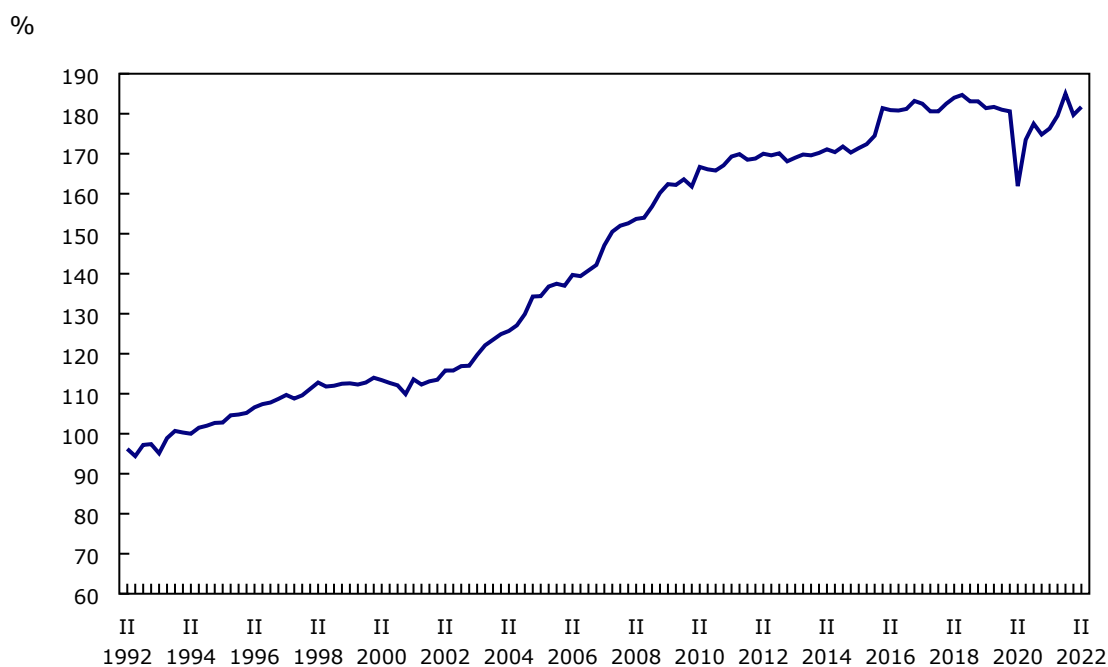
La dette des ménages sur le marché du crédit (crédit à la consommation et prêts hypothécaires et non hypothécaires) a augmenté de 2,1 % pour atteindre 2 760,3 milliards de dollars au deuxième trimestre, sous l'effet de la vigueur de l'activité d'emprunt. Mis à part le deuxième trimestre de 2021, il s'agit du rythme de croissance le

plus rapide de la dette totale du marché du crédit depuis le dernier trimestre de 2009. La dette hypothécaire a dépassé les 2 billions de dollars pour atteindre 2 044,2 milliards de dollars au deuxième trimestre de 2022, tandis que les prêts non hypothécaires s'élevaient à 716,1 milliards de dollars, ce qui marque un retour à un niveau d'endettement plus élevé, à un niveau enregistré pour la dernière fois au début de 2020.

## Le ratio de la dette des ménages sur le marché du crédit par rapport au revenu disponible augmente

Sur une base désaisonnalisée, la dette des ménages sur le marché du crédit en proportion du revenu disponible des ménages a augmenté pour s'établir à 181,7 % au deuxième trimestre, après avoir atteint 179,7 % au trimestre précédent. Autrement dit, il y avait 1,82 \$ de dette sur le marché du crédit pour chaque dollar de revenu disponible des ménages au deuxième trimestre. Bien que le revenu disponible des ménages ait été plus élevé (+1,0 %) au cours du deuxième trimestre, la hausse a été dépassée par une croissance plus élevée de la dette du marché du crédit des ménages (+2,1 %).

### Graphique 4 Dette des ménages sur le marché du crédit par rapport au revenu disponible des ménages, données désaisonnalisées



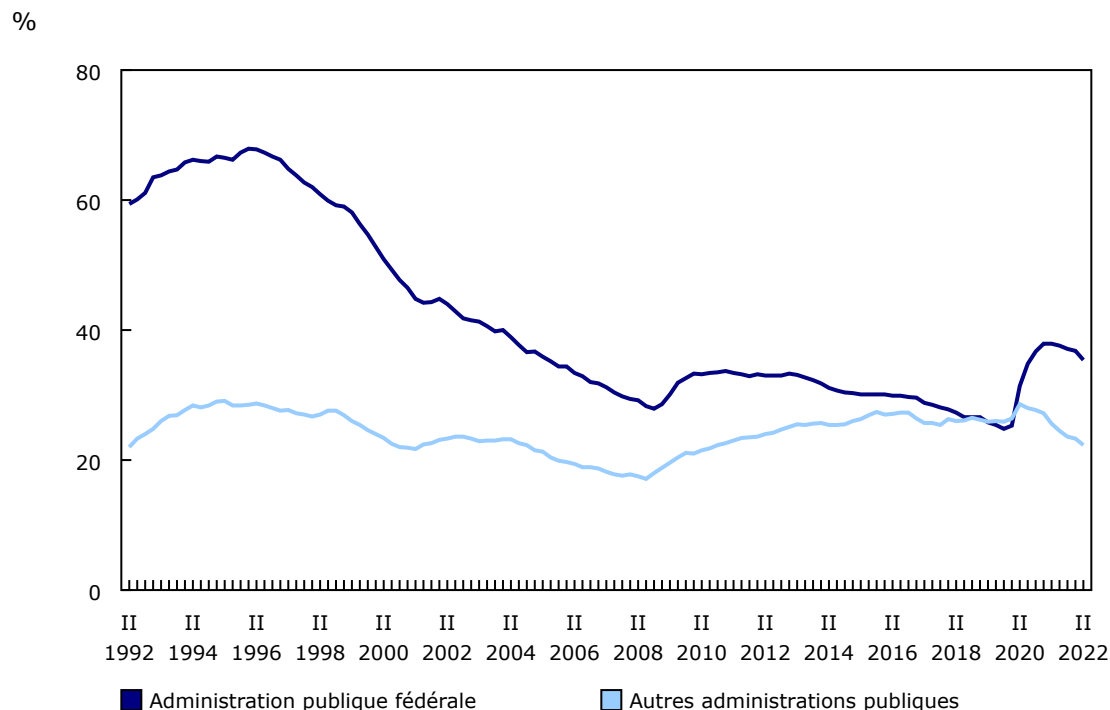
Source(s) : Tableau 38-10-0238-01.

Le ratio du service de la dette des ménages, qui correspond au total des paiements obligatoires du capital et des intérêts sur la dette sur le marché du crédit en proportion du revenu disponible des ménages, a atteint 13,63 % au deuxième trimestre, en hausse par rapport à 13,34 % au premier trimestre. Le revenu disponible des ménages avant les paiements d'intérêts s'est accru de 1,3 % au deuxième trimestre, tandis que les paiements de la dette totale ont augmenté de 3,5 %. Alors que les prêts hypothécaires à taux variable sont plus sensibles aux augmentations des taux d'intérêt, les prêts hypothécaires à taux fixe disposent d'une marge de manœuvre permettant d'absorber ces coûts d'emprunt plus élevés sans une augmentation correspondante des paiements. Les paiements d'intérêts ont représenté 45,1 % de l'ensemble des paiements de la dette au cours du

deuxième trimestre, en hausse par rapport à 43,8 % au premier trimestre. Les paiements d'intérêts globaux ont augmenté de 6,6 % au deuxième trimestre, tandis que les paiements obligatoires du capital se sont accrus de 1,1 %.

## La demande de titres d'emprunt de l'administration publique fédérale sur le marché du crédit ralentit

### Graphique 5 Dette nette (valeur comptable) en pourcentage du produit intérieur brut



Source(s) : Tableau 38-10-0237-01.

La demande de titres d'emprunt de l'administration publique fédérale sur le marché du crédit s'est établie à 11,6 milliards de dollars au deuxième trimestre, un ralentissement par rapport aux 19,1 milliards de dollars d'emprunts au cours du premier trimestre. Cette demande était constituée de 19,9 milliards de dollars en émissions nettes d'obligations de l'administration publique fédérale, lesquelles ont été partiellement contrebalancées par les rachats nets d'effets à court terme de 7,7 milliards de dollars. Cela indique que l'administration publique fédérale maintient sa stratégie de remplacer l'emprunt à court terme par l'emprunt à plus long terme, qui peut aider à geler des coûts d'emprunt plus faibles lorsque les taux augmentent.

La Banque du Canada a enregistré 13,0 milliards de dollars de rachats nets d'obligations fédérales au cours du deuxième trimestre, le deuxième trimestre consécutif de liquidations après sept trimestres d'acquisitions nettes importantes. Cela s'explique par le fait que la banque centrale a mis fin à la [phase de réinvestissement de son programme d'achat d'actifs et est passée à la phase de resserrement quantitatif](#), cessant l'achat d'obligations dans le cadre du programme et ne remplaçant plus les obligations du gouvernement du Canada qui arrivent à échéance.

Les autres ordres de gouvernement (à l'exclusion des fonds de sécurité sociale) ont enregistré des remboursements nets de la dette pour un deuxième trimestre consécutif au deuxième trimestre. Les émissions nettes d'effets à court terme (+5,0 milliards de dollars) ont été plus que contrebalancées par les rachats nets d'obligations gouvernementales (-8,0 milliards de dollars) au deuxième trimestre.

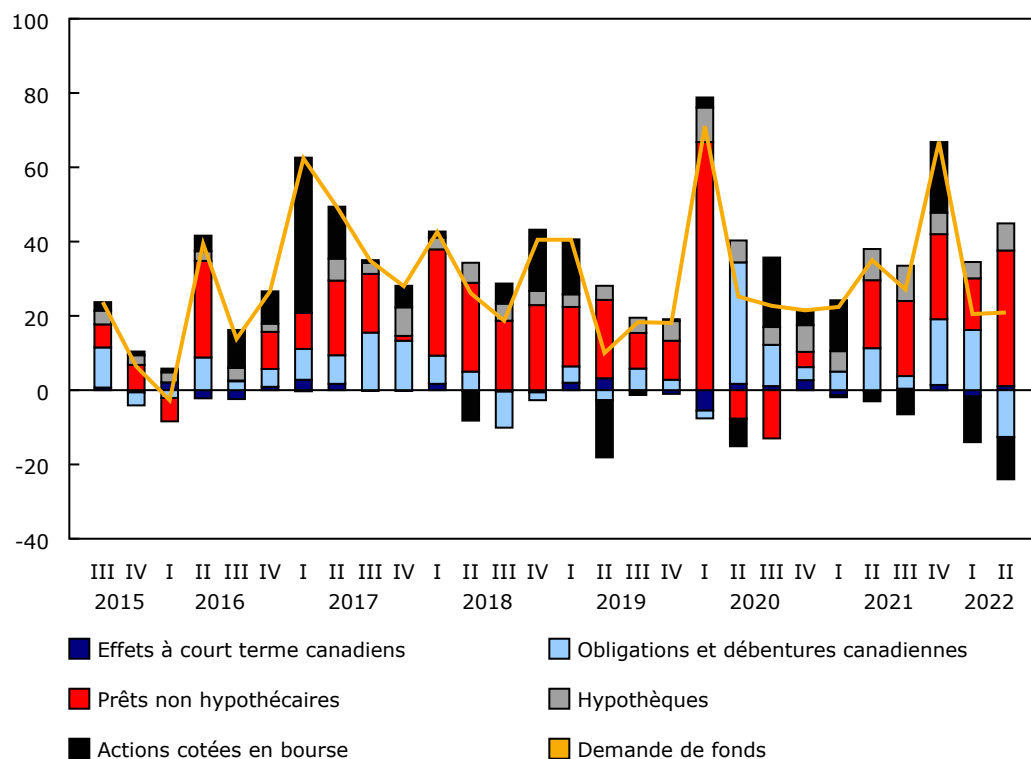
## Le ratio de la dette au produit intérieur brut diminue alors que la croissance économique continue de dépasser celle des emprunts

Le ratio de la dette nette de l'administration publique fédérale (valeur comptable du total des passifs financiers moins le total des actifs financiers) au produit intérieur brut (PIB) a diminué pour passer de 36,8 % au premier trimestre à 35,4 % au deuxième trimestre, alors que le ratio de la dette nette des autres administrations publiques au PIB a lui aussi diminué au cours de la même période, pour passer de 23,3 % à 22,3 %. La croissance du PIB, combinée à une réduction globale de la dette nette des administrations publiques, est principalement à l'origine de la baisse des ratios.

## Les emprunts non hypothécaires des sociétés privées non financières augmentent

### Graphique 6 Demande de fonds par les sociétés privées non financières

milliards de dollars



Source(s) : Tableau 36-10-0579-01.

Au deuxième trimestre, la demande de fonds des sociétés privées non financières a enregistré une légère hausse pour s'établir à 20,9 milliards de dollars par rapport à la valeur de 20,5 milliards de dollars enregistrée au premier trimestre. Les emprunts étaient principalement sous forme de prêts non hypothécaires (+36,5 milliards de dollars) et hypothécaires (+7,3 milliards de dollars). Cela a été partiellement contrebalancé par un rachat net d'obligations (-12,6 milliards de dollars) et d'actions cotées en bourse (-11,4 milliards de dollars). Le rachat net cumulatif sur six mois d'actions cotées en bourse a été le plus important jamais enregistré, attribuable à une combinaison d'activités de fusions et d'acquisitions et de rachats d'actions. Parallèlement, les sociétés privées non financières ont enregistré la plus forte demande de prêts non hypothécaires depuis le début de la pandémie de COVID-19 au premier trimestre de 2020.

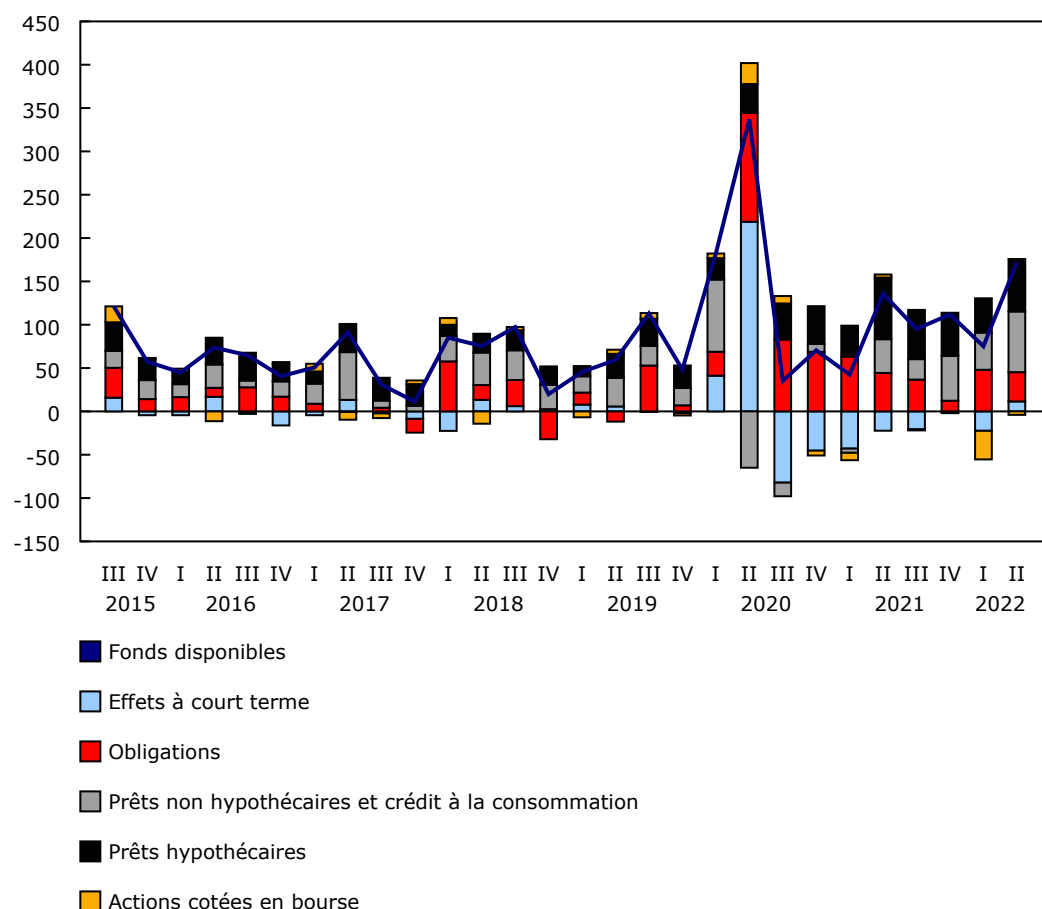


Les réserves de minerais et de produits énergétiques des sociétés privées non financières, qui constituent d'importantes composantes du patrimoine en ressources naturelles et de la valeur nette des sociétés privées non financières, ont augmenté de 35,7 % par rapport au premier trimestre de 2022 pour atteindre 1 765,1 milliards de dollars au deuxième trimestre de 2022, marquant un deuxième trimestre consécutif de croissance prononcée. Cela s'explique principalement par la hausse des prix de l'énergie, qui a fait croître la valeur du patrimoine en ressources du Canada. De plus, la forte demande de charbon et de potasse a également contribué à la hausse.

## L'offre de fonds du secteur financier augmente

### Graphique 7 Prêts accordés par le secteur financier

milliards de dollars



Source(s) : Tableau 36-10-0578-01.

Les sociétés financières ont injecté 171,9 milliards de dollars dans l'économie au moyen d'instruments du marché financier au deuxième trimestre, en hausse de 96,7 milliards de dollars par rapport au trimestre précédent. L'offre de fonds a principalement pris la forme de prêts hypothécaires (+60,5 milliards de dollars) et non hypothécaires (+55,6 milliards de dollars), ainsi que d'obligations et de débetures canadiennes (+33,8 milliards de dollars).

La valeur marchande des actifs financiers des sociétés financières a diminué de 3,8 % pour s'établir à 19 418,0 milliards de dollars à la fin du deuxième trimestre, sous l'effet de la baisse de la valeur des actions (-891,8 milliards de dollars) et des titres d'emprunt (-66,8 milliards de dollars).

Les actifs financiers des fonds communs de placement, dont le patrimoine est principalement détenu par les ménages, ont diminué de 345,8 milliards de dollars pour s'établir à 2 898,5 milliards de dollars au deuxième trimestre; il s'agit d'un deuxième trimestre consécutif de baisse. Les rachats nets de parts de fonds communs de placement ont atteint une somme inégalée de 18,9 milliards de dollars, malgré des entrées nettes de 4,1 milliards de dollars dans des fonds communs de placement du marché monétaire, les investisseurs ayant ajusté leurs stratégies de placement en réaction à la volatilité des marchés.

## Note aux lecteurs

### Révisions

La présente diffusion des données du deuxième trimestre de 2022 des comptes du bilan national et des flux financiers comprend les estimations révisées du premier trimestre de 2022. Ces données intègrent de nouvelles données, des données révisées, de même que des données sur les tendances saisonnières mises à jour.

Des améliorations aux données des comptes du bilan national et des flux financiers, telles que l'élaboration de renseignements détaillés sur les contreparties par secteur, seront incorporées de façon continue. Pour faciliter cette initiative ainsi que d'autres initiatives, on doit prolonger la période de la révision annuelle (normalement les trois années précédentes) au moment de la diffusion des données du troisième trimestre. Ainsi, pour les deux prochaines années, lors de la diffusion des comptes financiers et du patrimoine du troisième trimestre, les données seront révisées rétrospectivement jusqu'à 1990 pour assurer une série chronologique. Ces changements sont détaillés dans « [Un aperçu des révisions apportées aux comptes financiers et du patrimoine, 1990 à 2022](#) ».

### Mesures de soutien prises par les gouvernements

Les renseignements mis à jour jusqu'au deuxième trimestre de 2022 concernant certaines des mesures de soutien liées à la COVID-19 les plus importantes du gouvernement fédéral figurent dans « [Les mesures de la réponse liées à la COVID-19 du gouvernement fédéral dans le cadre du Système des comptes macroéconomiques, trimestriel](#) » (36-10-0687-01) y compris les affichages suivants :

- [Mesures de soutien liées à la COVID-19 du gouvernement fédéral incluses dans la série Subventions à la production, trimestriel \(36-10-0687-02\)](#);
- [Mesures de soutien liées à la COVID-19 du gouvernement fédéral incluses dans la série Transferts courants aux institutions sans but lucratif au service des ménages, trimestriel \(36-10-0687-03\)](#);
- [Mesures de soutien liées à la COVID-19 du gouvernement fédéral incluses dans la série Subventions pour les produits et les importations, trimestriel \(36-10-0687-04\)](#);
- [Mesures de soutien liées à la COVID-19 du gouvernement fédéral incluses dans la série Transferts courants aux ménages, prestations d'assurance-emploi, trimestriel \(36-10-0687-05\)](#);
- [Mesures de soutien liées à la COVID-19 du gouvernement fédéral incluses dans la série Transferts courants aux ménages, autres transferts fédéraux aux ménages, trimestriel \(36-10-0687-06\)](#);
- [Mesures de soutien liées à la COVID-19 du gouvernement fédéral incluses dans la série Transferts de capital aux entreprises, trimestriel \(36-10-0687-07\)](#);
- [Mesures de soutien liées à la COVID-19 du gouvernement fédéral incluses dans la série Transferts de capital aux ménages, trimestriel \(36-10-0687-08\)](#);
- [Mesures de soutien à la COVID-19 du gouvernement fédéral incluses dans l'encours des prêts du gouvernement fédéral à la fin du trimestre, trimestriel \(36-10-0687-09\)](#).

### Comptes financiers et du patrimoine sur une base de qui à qui : certains instruments financiers

Le produit de visualisation des données « [Comptes financiers sur une base de qui à qui, certains instruments financiers](#) » a été mis à jour en fonction des données du premier trimestre de 2022 au deuxième trimestre de 2022.

### Prochaine diffusion

Les données du troisième trimestre de 2022 sur les comptes du bilan national et des flux financiers seront diffusées le 12 décembre 2022.

### Aperçu des comptes financiers et du patrimoine

La présente diffusion des données des comptes financiers et du patrimoine regroupe les comptes du bilan national (CBN), les comptes des flux financiers (CFF) et les comptes des autres changements d'actifs.

Les CBN sont composés des bilans de tous les secteurs et sous-secteurs de l'économie. Les principaux secteurs sont les ménages, les institutions sans but lucratif au service des ménages, les sociétés financières, les sociétés non financières, les administrations publiques et les non-résidents. Les CBN englobent tous les actifs non financiers nationaux et toutes les créances d'actifs et de passifs financiers non réglées de tous les secteurs. Afin de permettre une meilleure interprétation des données sur les flux financiers, certaines séries sur les emprunts des ménages sont offertes sur une base désaisonnalisée (tableau 38-10-0238-01). Toutes les autres données ne sont pas désaisonnalisées. Pour obtenir des renseignements sur la désaisonnalisation, veuillez consulter la page [Données désaisonnalisées — Foire aux questions](#).

Les CFF permettent de mesurer les prêts et les emprunts nets par secteur en examinant les opérations financières dans l'économie. Ils fournissent une mesure de l'investissement financier net, qui correspond à la différence entre les opérations en actifs financiers et en passifs financiers (p. ex. les achats nets de titres moins les émissions nettes de titres). Les CFF mettent également en lumière le lien entre les activités financières et non financières dans l'économie, lequel associe les estimations de l'épargne et l'acquisition de capital non financier (p. ex. l'investissement en logements neufs) aux opérations financières sous-jacentes.

Alors que les CFF enregistrent des changements dans les actifs et les passifs financiers entre l'ouverture et la fermeture du bilan associé aux transactions lors de la période de comptabilisation, la valeur des actifs et des passifs détenus par une institution peut aussi changer pour d'autres raisons. Ces autres types de changements, que l'on appelle les autres flux économiques, sont comptabilisés dans le compte des autres changements d'actifs.

Ce compte comporte deux composantes principales. La première composante principale est le compte des autres changements de volume d'actifs. Ce compte comprend les changements dans les actifs et les passifs non financiers et financiers liés à l'apparition économique et à la disparition d'actifs, les effets d'événements externes comme les guerres ou les catastrophes sur la valeur des actifs ainsi que les changements de classification et de structure des actifs. La deuxième composante principale est le compte de réévaluation, qui présente les gains et les pertes d'avoirs revenant aux propriétaires d'actifs et de passifs non financiers et financiers pendant la période de comptabilisation et découlant des changements dans les évaluations aux prix du marché.

À l'heure actuelle, seul l'agrégat des autres changements d'actifs est accessible dans le Système canadien des comptes macroéconomiques; aucun renseignement sur les différentes composantes n'est accessible.

Les définitions relatives aux indicateurs financiers sont présentées dans le document intitulé « [Indicateurs financiers des Comptes du bilan national](#) » et dans le [Glossaire du Système canadien des comptes macroéconomiques](#).

#### **Comptes économiques répartis pour le secteur des ménages**

Le CBN pour le secteur des ménages est réparti entre un certain nombre de dimensions socioéconomiques dans le cadre des [comptes économiques répartis pour le secteur des ménages](#). Des données sur le patrimoine et ses composantes selon le quintile de revenu, le groupe d'âge, la génération et la région peuvent être consultées dans les tableaux 36-10-0585-01, 36-10-0586-01, 36-10-0589-01 et 36-10-0590-01.

Il est possible d'en apprendre davantage sur la méthodologie utilisée pour les estimations sur le patrimoine des comptes économiques répartis pour le secteur des ménages en consultant l'article « [Comptes économiques répartis pour le secteur des ménages, estimations des répartitions des actifs, des passifs et de la valeur nette, 2010 à 2019 : rapport technique sur la méthodologie et la qualité](#) ».

**Tableau 1**  
**Comptes du bilan national — Valeur marchande, données non désaisonnalisées**

	Premier trimestre de 2021	Deuxième trimestre de 2021	Troisième trimestre de 2021	Quatrième trimestre de 2021	Premier trimestre de 2022	Deuxième trimestre de 2022	Premier trimestre au deuxième trimestre de 2022
	milliards de dollars						variation en milliards de dollars
<b>Valeur nette nationale</b>	<b>14 884</b>	<b>15 538</b>	<b>16 063</b>	<b>17 150</b>	<b>17 603</b>	<b>17 646</b>	<b>44</b>
<b>Variation d'une période à l'autre, en pourcentage</b>	<b>7,5</b>	<b>4,4</b>	<b>3,4</b>	<b>6,8</b>	<b>2,6</b>	<b>0,2</b>	<b>...</b>
Patrimoine national	13 679	14 254	14 743	15 647	16 497	16 771	274
Variation d'une période à l'autre, en pourcentage	8,0	4,2	3,4	6,1	5,4	1,7	...
Bilan net des investissements internationaux du Canada	1 204	1 284	1 320	1 503	1 105	875	-230
<b>Valeur nette nationale, par secteur</b>							
Secteur des ménages	14 453	14 933	15 171	15 997	16 205	15 215	-990
Secteur des institutions sans but lucratif au service des ménages	170	175	180	187	193	197	4
Secteur des sociétés	56	185	400	577	629	1 441	812
Secteur des administrations publiques	205	245	312	388	575	793	218
	dollars						variation en dollars
<b>Valeur nette nationale par habitant</b>	<b>390 100</b>	<b>406 259</b>	<b>417 911</b>	<b>445 137</b>	<b>455 383</b>	<b>455 401</b>	<b>18</b>
<b>Patrimoine national par habitant</b>	<b>358 541</b>	<b>372 679</b>	<b>383 566</b>	<b>406 134</b>	<b>426 788</b>	<b>432 816</b>	<b>6 028</b>

... n'ayant pas lieu de figurer

**Note(s)** : Les données peuvent ne pas correspondre aux totaux en raison de l'arrondissement.

**Source(s)** : Tableau [36-10-0580-01](#).

**Tableau 2**  
**Indicateurs du secteur des ménages et des institutions sans but lucratif au service des ménages — Valeur marchande**

	Premier trimestre de 2021	Deuxième trimestre de 2021	Troisième trimestre de 2021	Quatrième trimestre de 2021	Premier trimestre de 2022	Deuxième trimestre de 2022
	%					
<b>Secteur des ménages, données non désaisonnalisées</b>						
Dettes en proportion du produit intérieur brut (PIB)	112,47	110,04	109,24	107,91	106,44	105,64
Dettes en proportion du revenu disponible	172,08	177,72	179,89	181,37	181,63	183,99
Dettes sur le marché du crédit en proportion du revenu disponible	169,93	175,53	177,67	179,10	179,31	181,65
Crédit à la consommation et prêts hypothécaires en proportion du revenu disponible	161,11	166,42	168,63	170,01	170,34	172,69
Valeur nette en proportion du revenu disponible	988,85	1 026,31	1 033,23	1 078,40	1 079,73	1 001,30
Dettes en proportion des actifs totaux	14,82	14,76	14,83	14,40	14,40	15,52
Dettes en proportion de la valeur nette	17,40	17,32	17,41	16,82	16,82	18,38
Dettes sur le marché du crédit en proportion de la valeur nette	17,18	17,10	17,20	16,61	16,61	18,14
Crédit à la consommation et prêts hypothécaires en proportion de la valeur nette	16,29	16,22	16,32	15,76	15,78	17,25
Total des actifs en proportion de la valeur nette	117,40	117,32	117,41	116,82	116,82	118,38
Actifs financiers en proportion de la valeur nette	60,29	60,43	59,68	58,86	57,59	57,85
Actifs financiers en proportion des actifs non financiers	105,55	106,21	103,36	101,56	97,22	95,58
Capitaux propres en proportion des biens immobiliers	75,84	75,71	75,84	76,75	77,20	75,41
Biens immobiliers en proportion du revenu disponible	509,37	526,80	538,38	566,44	581,27	546,68
<b>Secteur des ménages et des institutions sans but lucratif au service des ménages, données non désaisonnalisées</b>						
Dettes en proportion du PIB	114,80	112,27	111,42	110,05	108,53	107,67
Dettes en proportion du revenu disponible	170,69	176,32	178,55	180,13	180,44	182,63
Dettes sur le marché du crédit en proportion du revenu disponible	166,57	172,16	174,38	175,93	176,33	178,61
<b>Secteur des ménages, données désaisonnalisées</b>						
Dettes sur le marché du crédit en proportion du revenu disponible	174,76	176,27	179,49	184,95	179,71	181,66
Crédit à la consommation et prêts hypothécaires en proportion du revenu disponible	165,65	167,19	170,32	175,58	170,69	172,73

**Source(s)** : Tableaux [38-10-0235-01](#) et [38-10-0238-01](#).

**Tableau 3**  
**Indicateurs du secteur des sociétés — Données non désaisonnalisées**

	Premier trimestre de 2021	Deuxième trimestre de 2021	Troisième trimestre de 2021	Quatrième trimestre de 2021	Premier trimestre de 2022	Deuxième trimestre de 2022
	%					
<b>Secteur des sociétés</b>						
Dette totale des sociétés privées non financières en proportion des capitaux propres (valeur marchande)	182,13	179,06	181,54	179,85	176,39	185,53
Dette sur le marché du crédit des sociétés privées non financières en proportion des capitaux propres (valeur comptable)	56,23	56,88	57,35	57,08	56,17	59,45
Ratio d'endettement total (valeur marchande) des sociétés privées non financières en proportion du produit intérieur brut (PIB)	174,23	168,17	167,09	164,93	162,72	159,69
Ratio d'endettement sur le marché du crédit (valeur marchande) des sociétés privées non financières en proportion du PIB	75,50	73,22	72,86	72,51	71,71	71,14

Source(s) : Tableau [38-10-0236-01](#).

**Tableau 4**  
**Indicateurs du secteur des administrations publiques — Données non désaisonnalisées**

	Premier trimestre de 2021	Deuxième trimestre de 2021	Troisième trimestre de 2021	Quatrième trimestre de 2021	Premier trimestre de 2022	Deuxième trimestre de 2022
	%					
<b>Secteur des administrations publiques</b>						
Dette brute (valeur comptable) en pourcentage du produit intérieur brut (PIB), administrations publiques	138,17	135,57	135,33	133,66	132,88	127,50
Dette brute (valeur comptable) en pourcentage du PIB, administration publique fédérale	61,37	59,66	60,38	60,23	60,54	57,96
Dette brute (valeur comptable) en pourcentage du PIB, autres administrations publiques	72,30	71,25	70,08	68,03	66,44	64,28
Dette nette (valeur comptable) en pourcentage du PIB, administrations publiques	48,96	47,40	46,03	44,81	43,78	41,46
Dette nette (valeur comptable) en pourcentage du PIB, administration publique fédérale	37,89	37,88	37,63	37,06	36,83	35,37
Dette nette (valeur comptable) en pourcentage du PIB, autres administrations publiques	27,18	25,57	24,51	23,63	23,28	22,27

Source(s) : Tableau [38-10-0237-01](#).

**Tableaux disponibles :** [11-10-0065-01](#), [36-10-0448-01](#), [36-10-0467-01](#), [36-10-0578-01](#) à [36-10-0580-01](#), [36-10-0668-01](#), [36-10-0687-01](#) et [38-10-0234-01](#) à [38-10-0238-01](#).

**Définitions, source de données et méthodes :** numéros d'enquête [1804](#) et [1806](#).

Il est maintenant possible de consulter le produit de visualisation de données intitulé « [Comptes financiers sur une base de qui à qui, certains instruments financiers](#) », qui fait partie de la série *Statistique Canada — Produits de visualisation des données* ([71-607-X](#)).

Comme complément à cette diffusion, vous pouvez également consulter le document « [Un aperçu des révisions apportées aux comptes financiers et du patrimoine, 1990 à 2022](#) », qui fait partie de la collection *Les nouveautés en matière de comptes économiques canadiens* ([13-605-X](#)).

Comme complément à cette diffusion, vous pouvez également consulter le produit de visualisation de données intitulé « [Comptes économiques répartis pour le secteur des ménages, patrimoine : outil interactif](#) », qui fait partie de la série *Statistique Canada — Produits de visualisation des données* ([71-607-X](#)).

Comme complément à cette diffusion, vous pouvez également consulter le produit de visualisation de données intitulé « [Statistiques sur les titres financiers](#) », qui fait partie de la série *Statistique Canada — Produits de visualisation des données* ([71-607-X](#)).

Le portail [Statistiques des comptes économiques](#), accessible sous l'onglet *Sujets* de notre site Web, offre un portrait à jour des économies nationale et provinciales et de leurs structures.

La publication *Les nouveautés en matière de comptes économiques canadiens* ([13-605-X](#)) est accessible.

Il est également possible de consulter le *Guide de l'utilisateur : Système canadien des comptes macroéconomiques* ([13-606-G](#)).

Il est également possible de consulter le *Guide méthodologique : Système canadien des comptes macroéconomiques* ([13-607-X](#)).

Il est également possible de consulter le produit Norme spéciale de diffusion des données plus « [Comptes des autres sociétés financières](#) » aussi connu sous le nom « *Actifs et passifs des autres sociétés financières par secteur, valeur marchande, trimestrielle* » (tableau [36-10-0668-01](#)).

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec nous au 514-283-8300 ou composez sans frais le 1-800-263-1136 ([infostats@statcan.gc.ca](mailto:infostats@statcan.gc.ca)), ou communiquez avec les Relations avec les médias ([statcan.mediahotline-ligneinfomedias.statcan@statcan.gc.ca](mailto:statcan.mediahotline-ligneinfomedias.statcan@statcan.gc.ca)).